

LA CORNE DE L'AFRIQUE:
ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES RECENTS

PAR

GÉRARD PRUNIER

SITUÉE à la jonction du monde arabe et de l'Afrique noire, la Corne n'appartient tout à fait ni à l'un ni à l'autre tout en participant des deux. C'est là ce qui constitue sa spécificité, et c'est aussi l'origine d'une certaine négligence — au moins en France — dans son étude.

Si l'on excepte la République de Djibouti, restée un peu, selon l'excellente formule de J.C. Guillebaud, un «confetti d'empire»¹, la France ne s'intéresse guère à la région et le cloisonnement de nos études universitaires ne nous encourage pas à aller y voir de plus près: le Soudan est considéré comme marginal par les arabisants, tandis que les africanistes y voient un pays arabe; l'Éthiopie est la proie des «éthiopianistes», qui, suivant en cela leurs modèles abyssins, se sentent aussi loin de l'Afrique que du monde arabe, et adorent s'immerger dans les subtilités archéologiques et théologiques d'une culture unique; quant à la Somalie, pratiquement personne ne s'en soucie.

Il n'est pas jusqu'aux journalistes qui ne vivent largement sur un stock un peu limité d'idées reçues: un Soudan, «plus grand pays d'Afrique», déchiré par un conflit permanent entre chrétiens et musulmans; une Éthiopie, qui ayant basculé d'un «empire millénaire» au marxisme-léninisme, est désormais en proie à la guerre civile, à la sécheresse et à la famine (à ce point une référence aux enfants squelettiques est de rigueur); et enfin une Somalie «mono-ethnique» (et pourtant en proie au «lutttes tribales»; diable! comment cela est-il possible?) qui est irrédentiste et cherche sans succès depuis trente ans à absorber Djibouti, l'Ogaden et le Northern Frontier District du Kenya.

L'ennui avec les idées reçues, c'est qu'elles ont toujours une cer-

¹ J.C. Guillebaud, *Les confettis de l'empire*, Paris, Le Seuil, 1976.

taine part de vérité. Sans cela, on ne les aurait jamais acceptées — ni évidemment ensuite simplifiées, grossies et déformées.

Or, il se trouve que depuis cinq à six ans, une production particulièrement intéressante (essentiellement en langue anglaise, mais avec une ou deux heureuses exceptions francophones) est venue éclairer et aérer nos visions un peu trop routinières de la Corne de l'Afrique.

Ce court essai de recension bibliographique n'a pas la prétention d'être exhaustif, et nous présentons par avance nos excuses aux auteurs dont les ouvrages auraient pu nous échapper. Il n'a pas non plus l'audace de se vouloir encyclopédique; nous nous limitons ici aux travaux d'histoire moderne et contemporaine, avec un léger débordement sur la géographie humaine et ce que les anglo-saxons appellent «current affairs». Que les linguistes, les archéologues, les spécialistes de l'histoire ancienne et des études religieuses nous pardonnent: nous ne nous sommes pas senti les compétences nécessaires pour parler de leurs travaux.

Mais nous espérons par contre que cette recension sera vue pour ce qu'elle est: un outil de travail présenté par un chercheur très attentif aux travaux anglo-américains (ou afro-arabes en langue anglaise) et soucieux de les faire mieux connaître au public francophone intéressé².

Un dernier point avant de passer à l'analyse des ouvrages eux-mêmes: il s'agit ici d'un essai de réflexion documentaire et pas d'une simple juxtaposition de comptes-rendus de lecture. On nous pardonnera donc certaines remarques globales sortant du cadre précis de l'examen des livres étudiés et certains détours dialectiques ou «comparativistes» dont le but ne sera jamais que de mieux nous ramener à notre vrai sujet: une meilleure compréhension de la Corne de l'Afrique, de ses peuples et de l'histoire, parfois tragique, qui est la sienne.

I. *Le Soudan*

Paradoxalement, nous commencerons cette étude par un ouvrage en français *Le Soudan contemporain* publié à Paris en 1989

² De ce point de vue, nous pensons utile de signaler l'excellent travail de documentation fourni sur la Corne de l'Afrique par l'organisation de surveillance des Droits de l'Homme Africa Watch (90 Borough High Street, London SE1, G.B.). Ses brochures (une trentaine en deux ans) feraient honneur à plus d'un institut de recherches universitaires en histoire contemporaine.

par les Editions Karthala, sous la direction de Marc Lavergne. Il s'agit d'un gros livre de 633 p. qui se présente — à juste titre — comme le premier ouvrage scientifique écrit en français sur le Soudan anciennement anglo-égyptien³. Douze auteurs y ont contribué: neuf Français, une Égyptienne et malheureusement deux Soudanais seulement; ceci est un reflet de l'implosion lente mais sûre du milieu académique soudanais, pourtant extraordinairement productif jusqu'au début des années quatre-vingt. Signe des temps: parmi les deux auteurs soudanais l'un (Peter Nyot Kok, sudiste) vit en exil en Allemagne, tandis que l'autre (Muddathir Abd er-Rahim, nordiste) est conseiller de la junte islamiste aujourd'hui au pouvoir à Khartoum.

Vademecum absolument nécessaire à qui veut comprendre le Soudan actuel, l'ouvrage est d'abord un travail de vulgarisation poussée; ainsi la présentation géographique due à Marc Lavergne, le chapitre sur les terroirs écrit par Christian Delmet, celui de Nicole Grandin sur les «*turuq*», celui sur les langues dû à Catherine Miller et surtout les cent-dix pages de rétrospective historique (1821-1956) courageusement rassemblées par Hervé Bleuchot. Certaines études abordent des points mal connus de l'histoire récente du Soudan: ainsi l'article «*engagé*» de Didar Fawzy, pionnière des études soudanaises⁴ sur le Parti communiste; celui, passionnant, de Gilbert Beaugé sur la diaspora soudanaise dans les pays du Golfe Persique; ou celui, un peu mince, de Gérard Prunier, sur les Frères Musulmans Soudanais, aujourd'hui au pouvoir depuis le coup d'Etat du 30 juin 1989 et qui demanderaient à être mieux étudiés. Entre les deux, les chapitres de Michel Chatelus (sur l'économie et sa crise), Peter Nyot Kok (sur l'absence de constitution depuis un tiers de siècle) et Gérard Prunier (sur le Sud) abordent des thèmes connus, mais en les développant utilement. Sur le plan méthodologique, on peut regretter l'absence d'une bibliographie générale ainsi que celle d'un index. En résumé, on souhaite-

³ Cette précision n'est pas inutile. La méconnaissance du Soudan en France est telle que dans pratiquement toutes les principales bibliothèques universitaires (Sciences Po à Paris est une heureuse exception) les ouvrages le concernant sont mélangés avec ceux qui traitent de l'ancien Soudan français, aujourd'hui Mali.

⁴ Sa thèse de doctorat (*Le Soudan: problèmes du passage de la création de l'État à la libération de la nation*, Université de Lille III, 1981, 2 volumes - 540 et 344 pages) peut être considérée comme le point de départ des études soudanaises modernes en langue française.

rait voir des ouvrages similaires pour de nombreux pays africains non liés à l'ex-empire français et sur lesquels de telles introductions érudites seraient souhaitables. Mais il est évident qu'*éditorialement*, le problème de la vente limite ces entreprises, et a fortiori, l'impression d'ouvrages plus spécialisés, dont l'audience est souvent infime. De ce point de vue, on doit regretter l'inertie des presses du CNRS dont la publication de tels travaux devrait être la vocation naturelle, mais qui, après des efforts méritoires (notamment en ce qui concerne l'Égypte), se sont repliées sur la pure érudition aux dépens du contemporainisme.

Le livre d'Anders Bjørkelo⁵ est une étude magistrale sur l'histoire économique de la zone riveraine du Nil au Nord-Soudan pendant la période dite de la «Turkiyya» (occupation turco-égyptienne de 1821 à 1885). Aucun travail aussi fondamental n'avait été effectué sur cette période, depuis l'ouvrage classique de Richard Hill, *Egypt in the Sudan*⁶. Ce livre est d'autant plus utile qu'à part Hill, tous les auteurs qui se sont autrefois intéressés à la Turkiyya (Muhamed Fuad Shukry, Richard Gray, R.O. Collins, Georges Douin, Carlo Zaghi, etc) ont écrit presque exclusivement sur le Soudan négro-africain et pas sur le Nord. Or le travail de Bjørkelo montre l'étroite relation entre les deux zones pour qui veut comprendre le *système* de l'occupation ottomane du Soudan. Nous espérons ne pas trahir la pensée de l'auteur si nous résumons sa ligne directrice de la manière suivante: à partir de 1823, une fois passés les combats de la conquête, Le Caire entreprend d'extraire un surplus financier de sa colonie, selon les schémas d'une économie de semi-pillage «alla turca», déjà mise en œuvre autrefois au Moyen-Orient et dans les Balkans; mais (et c'est là la nouveauté) en mitigeant cette politique selon les règles plus ou moins mercantilistes introduites en Égypte par Muhammad Ali⁷. Mais si les traits négatifs du système égyptien sont transposés (véralité des fonctionnaires, surimposition, poids de la conscription) voire amplifiés (brutalités extrêmes des collecteurs d'impôt, bashibuzuq) le

⁵ *Prelude to the Mahdiyya - Peasants and traders in the Shendi region (1821-1885)*, Cambridge University Press, African Studies Series No 62, 1989, 192 p. index, bibliogr., 3 cartes.

⁶ Oxford University Press, 1959.

⁷ Bien résumées dans le livre d' Afaf Lufti al-Sayyid Marsot: *Egypt in the reign of Muhammad Ali*, Cambridge University Press, 1984.

développement agricole qu'avait bien décrit Helen Rivlin⁸ manquait ou était sapé par des décisions contradictoires qui détruisaient à mesure ce qui était construit. La fuite des paysans devant l'impôt et la conscription, la contrebande, la violence et la prévarication contraignaient au renforcement d'une dispendieuse occupation armée qui forçait ensuite les occupants à lever toujours plus d'impôts et de soldats, aboutissant à un cercle vicieux d'appauvrissement constant. «L'ouverture» du Sud, à partir des voyages de Salim Qapudan en 1839-40 fut perçue par les paysans Ja'aliyin et Danagla ruinés comme l'occasion «d'une ruée dans le style de celle du Klondyke» (page 105) où l'ivoire puis les esclaves remplaçaient l'or. Lorsqu'à partir de 1869, le Khédive Isma'il tenta de réprimer la traite pour satisfaire ses bailleurs de fonds européens, la haine du «Turc» atteignit un paroxysme, amenant l'explosion mahdiste de 1880-85.

Le travail de M. Bjorkelo, reposant sur une excellente connaissance des archives (y compris des riches sources d'archives privées des familles commerçantes soudanaises) et sur une lecture quasiment exhaustive des sources publiées, tant primaires que secondaires, est un modèle d'analyse historique. On comprend en le lisant (bien qu'il ne se hasarde pas à pousser jusque là ses conclusions) comment s'est formé le noyau politico-commerçant des «awlād al-balad» ces «enfants du pays» qui dominent encore aujourd'hui le Soudan contemporain et dont nous reparlerons un peu plus loin en analysant le passionnant ouvrage de Mansour Khalid. Toujours dans le domaine historique, mentionnons l'ouvrage de Dorothea McEwan⁹ dont le sous-titre décrit bien l'objet. Nous avons là un travail d'historiographie beaucoup plus classique, reposant sur des archives européennes et dont l'ambition est plus modeste. Mais elle est pleinement remplie, et il faut savoir gré à Mme McEwan, une catholique autrichienne liée à la congrégation Propaganda Fide, d'avoir su, malgré sa sympathie pour les missionnaires, résister à

⁸ *The agricultural policy of Muhammad Ali*, Cambridge, Massachussets, 1961.

⁹ *A catholic Sudan: dream, mission, reality*. A study of the Roman Catholic mission to Central Africa and its protection by the Habsbourg Empire from 1846 to 1900 (1914), as revealed by the correspondence of the imperial and royal austro-hungarian consulate in Khartoum, Rome, 1987, 107 p., bibliogr., index, ill. (sans mention d'éditeur).

la tentation d'écrire une hagiographie. Le sujet est mal connu¹⁰; il est parfois héroïque (de 1847 à 1862, 38 des 65 membres de la mission meurent au Soudan) et il est complexe puisqu'au problème des capitulations de 1529 — et donc des relations islamo-chrétiennes — s'ajoute celui des rapports italo-austro-hongrois en plein Risorgimento. L'œuvre impressionnante de l'évêque Daniel Comboni est éclairée d'une lueur réaliste, puisque, comme le remarquait Mgr Massaia (p. 43 note 105) «la protection autrichienne ... se payait d'une excessive ingérence dans les affaires du Vicariat». Cinquante ans avant Fachoda, l'Autriche-Hongrie rêvait de barrer la route aux Anglais au Soudan et de s'y créer une colonie. Mme McEwan montre bien les limites de ce «rêve». Finalement, il faut dire un mot de l'iconographie. Celle-ci consiste en 28 illustrations, photos, gravures ou cartes de l'époque; bien choisie, elle constitue un contrepoint visuel qui complète intelligemment le texte.

Si nous abandonnons le domaine de l'histoire proprement dite pour nous avancer vers ce qu'on pourrait appeler «l'histoire immédiate» ou «l'histoire du temps présent», nous trouvons plusieurs travaux de qualité récemment publiés. Le moins original est sans doute celui de Peter Woodward, *Sudan (1898-1989) the unstable State*¹¹. L'auteur nous avait donné voici quelques années un ouvrage sur le condominium anglo-égyptien principalement centré sur les difficiles négociations d'indépendance dans lesquelles le Caire avait pesé d'un poids particulièrement lourd¹². Les cent premières pages de ce nouveau livre n'apportent rien de bien nouveau par rapport aux deux cents du précédent. L'autre moitié de l'ouvrage est formée par un narratif assez détaillé des trente cinq années d'indépendance du Soudan. L'ensemble fournit cependant une bonne introduction aux événements des derniers trois quarts de siècle de vie politique soudanaise.

Tout autre est l'ouvrage de Mansour Khalid dont le titre¹³ indique déjà à lui seul l'approche polémique. L'auteur, ancien ministre

¹⁰ Nous n'avons sur la question que le petit livre de Michael Zach: *Oesterreicher im Sudan von 1820 bis 1914*, Vienne, Institut d'Etudes Africaines (Beiträge zur Afrikanistik No 24), 1985, qui ne consacre qu'un chapitre (ch. 8) à la Mission.

¹¹ Londres, Lester Crook, 1990, 271 p., bibliogr., index.

¹² Peter Woodward - *Condominium and Sudanese Nationalism*, Londres, Rex Collings, 1979, 221 p., bibliogr., index.

¹³ Mansour Khalid, *The government they deserve, The role of the elite in Sudan's political evolution*, Londres Kegan Paul International, 1990, 480 p., bibliogr., index.

de l'éducation puis des affaires étrangères du Président Nimeiry, avait écrit voici quelques années un pamphlet contre l'ancien dictateur¹⁴ avec lequel il avait rompu au début des années 1980 et il est aujourd'hui le seul «Arabe» soudanais de marque à participer activement à la direction du SPLA, le mouvement de guérilla «sudiste». Son gros livre est un ouvrage de combat, mais c'est autant (sinon plus) un remarquable document sur le dernier quart de siècle de la politique soudanaise, vue de l'intérieur, par un de ses participants les plus informés. Dès le début du livre (pp. 49-52), l'auteur nous indique sa ligne directrice: la sécularisation de l'autorité des «*ṭuruq*», en accord et avec l'appui des autorités coloniales britanniques, selon le principe «*we divide and they rule*». Il esquisse seulement ce que d'autres (Niblock, Taisier Muhammad 'Ali) ont développé, c'est-à-dire les mécanismes socio-économiques qui ont permis aux élites soudanaises de se créer une base économique semi-moderne depuis l'époque du Condominium. Mais il développe par contre, en détail, le fonctionnement des élites politiques soudanaises, notamment (ce qui est courageux pour un «Arabe»), dans le domaine du racisme quotidien à l'égard des élites sudistes, depuis les violentes attaques contre 'Ali Abd-el-Latif (ensuite officiellement canonisé en héros de l'indépendance) jusqu'aux discriminations administratives et à la ségrégation sociale et matrimoniale. Sans même parler des lueurs révélatrices jetées sur de nombreux problèmes (la «politique de réconciliation nationale» de 1977, la chute de Nimeiry, etc.) cette chronique est fascinante par l'impression qu'elle donne au connaisseur de la vie politique soudanaise, de voir enfin l'envers du décor, la face des choses qu'on s'efforce de cacher au «Khawaja» (européen). Par ailleurs, un auteur qui cite avec la même aisance Paul Goodman, Dryden, Trotsky, Tennyson et Chinua Achebe ne peut manquer d'être rafraîchissant.

Le travail un peu plus ancien dû à Tim Niblock¹⁵ s'attaque au même problème, celui de la dominante sociale et politique des «Arabes» de la Province Centrale (les «*Awlād-al-Balad*») à partir d'un autre angle, celui de la structuration économique de l'élite en profitant de la politique coloniale britannique¹⁶, puis d'une hég-

¹⁴ *Nimeiry and the revolution of dis-May*, Londres KPI 1985.

¹⁵ *Class and power in Sudan (1898-1985)*, State University of New York Press, 1987, 370 p., index, glossaire, 3 cartes, 51 tableaux.

¹⁶ C'est aussi le sujet de la thèse récemment publiée de Taisier Muhammad Ahmed 'Ali, *The cultivation of hunger - State and agriculture in Sudan*, Khartoum Uni-

monie continue à travers tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1956. Le livre de Mr. Niblock représente une somme considérable de travail et constitue un précieux outil de référence pour l'articulation entre politique et économie au Soudan. On y trouve tout ou presque, depuis de vastes tableaux sur les origines sociales des députés (pp. 61-80) jusqu'au meilleur résumé de l'histoire des «turuq» jamais présenté (pp 99-106). Absolument remarquable lorsqu'il traite des interactions entre économie et société, l'ouvrage, malgré un intérêt soutenu, est moins détaillé que celui de Mansour Khalid lorsqu'il s'engage, à partir du chapitre 6, dans le domaine de l'histoire purement politique où la supériorité du praticien critique sur l'observateur extérieur est inévitable.

La collection d'articles publiée sous la direction de Tony Barnett et Abbas Abd-el-Karim¹⁷, appartient à une autre tradition: le gros livre sur l'économie soudanaise écrit selon une perspective marxisante. Même si plusieurs des contributions sont individuellement intéressantes, il s'en dégage un parfum un peu fané. En effet, bien que publié en 1988, il regroupe des textes écrits autour de 1984-86 et leur vieillissement nous permet de mesurer la rapidité de l'évolution tant de la pensée marxiste que de l'histoire soudanaise récente. Le Soudan avait ceci en commun avec la Russie de 1917 d'être un vaste empire pluri-ethnique dirigé par une fraction socialement typée de sa population; il était aussi économiquement sous-développé, et tiré vers la modernité par un secteur agro-industriel sur-dimensionné où s'alliaient bourgeoisie d'État, grands propriétaires fonciers et bourgeoisie commerçante. Dans son introduction, Tony Barnett ne résiste pas au plaisir de citer un ouvrage de Lénine injustement oublié, *Le développement du capitalisme en Russie*. Malheureusement, il y a cinq ou six ans, on ne pouvait prévoir que le parallèle Russie/Soudan allait se poursuivre de manière catastrophique: implosion de l'Etat, luttes ethniques, croissance exponentielle de la dette, pénurie alimentaire et effondrement économique. De ce point de vue, on peut penser que «l'avance» du Soudan en matière de guerre civile n'est peut-être que temporaire.

versity Press, 1990, que nous avons seulement pu feuilleter mais pas acquérir, les Presses de l'Université de Khartoum ayant soudainement interrompu sa vente au bout de quelques semaines.

¹⁷ *Sudan: State, capital and transformation*, Londres, Croom Helm, 1988, 213 p., bibliogr., index.

Plusieurs des contributions (Taisier Muhammad 'Ali sur la politique agricole, Georges Tombe Lako sur le canal de Jongleï, Richard Brown¹⁸ sur les rapports entre Khartoum et le F.M.I.) sont des résumés de thèses de doctorat d'économie et d'anthropologie. Conçus dans une perspective plus structurelle d'analyse des grands problèmes du Soudan ils demeurent les moins vieillis. D'autres comme la diatribe de Nureddin Hussein contre le F.M.I. ou le texte de Paul Dornboos sur la ré-islamisation comme vecteur d'une identité nationale soudanaise au Darfur, ont moins bien résisté à l'épreuve du temps. Il faut dire un mot du texte d'Abbas Abdel Karim (sur les effets du développement de l'économie marchande dans les zones rurales) et de celui d'Abdallah Muhammad El Hassan (sur le développement des grandes exploitations céréalières «modernes»); les problèmes qu'ils évoquent avec talent sont «gelés» par le contrecoup de la guerre, mais ils retrouveront toute leur difficile pertinence dès que celle-ci cessera. Un ouvrage qu'il convient donc de lire avec discrimination et un brin de nostalgie pour l'époque — pas si lointaine — où le Soudan était perçu comme le futur «grenier du monde arabe».

Si nous abandonnons maintenant le domaine des ouvrages écrits sur le Nord-Soudan — ou sur l'ensemble du pays, mais largement vu depuis le balcon nordiste, nous avons plusieurs ouvrages qui nous parlent de la guerre, de ses antécédents et du point de vue du Sud. Le premier est une grosse brochure¹⁹ qui rassemble les communications faites lors de la conférence de Bergen (23-24 février 1989). Cette conférence rassemblait l'équipe Soudan de l'université de Bergen (R.S. O'Fahey, Anders Bjorkelo Terje Tvedt) et des Soudanais de diverses persuasions politiques allant du S.P.L.A. (Lam Akol) aux Frères Musulmans ('Ali Al Haj) en passant par des nordistes libéraux (Omar Bagdad) et des sudistes légalistes (James Eliaba Surur). Le but de cette conférence n'était pas académique mais politique et constituait l'ultime étape d'une convergence entre politiciens et intellectuels des deux camps en direction de la paix. Ce chemin avait été jalonné par la conférence au Wilson Institute

¹⁸ Sa thèse sur le F.M.I. et la dette extérieure du Soudan depuis 1978 vient enfin d'être publiée par l'Institute of Social Studies de la Haye, mais nous n'avons pu nous la procurer à temps pour la rédaction de cette étude.

¹⁹ Abdul Ghaffar Muhammad Ahmed et Gunnar M. Sorbo (s/la direction de) *Management of the crisis in the Sudan*, University of Bergen, Center for Development Studies, 1989, 178 p.

à Washington en février 1987, puis l'accord Garang/Muhammad Osman al-Mirghani le 16 novembre 1988 et par le séminaire d'Ambo, en Ethiopie, quinze jours plus tôt. C'est cette dynamique, bien décrite ici, qu'est venue casser le coup d'état islamiste du 30 juin 1989. Il est d'ailleurs intéressant de noter que parmi toutes les communications réunies dans ce petit volume, la seule à détonner par rapport à la bonne volonté évidente des autres participants est celle d'Ali Al Haj, membre du Front National Islamique et à l'époque Ministre du Commerce dans le cabinet de coalition de Sadiq al-Mahdi. Quelques mois plus tard, ses amis renversaient le gouvernement démocratique, emprisonnaient le Premier Ministre et interrompaient brutalement le cours des contacts menant à la paix.

Autre ouvrage sur la guerre, *John Garang speaks*, recueil des discours du chef du SPLA rassemblé et préfacé par Mansour Khalid²⁰. Un tel livre pourrait n'être qu'un pénible assemblage de textes de propagande. Il n'en est rien, grâce au talent didactique de Mansour Khalid et à la rafraîchissante absence de langue de bois chez le chef de la guérilla soudanaise. L'ensemble des textes constitue une histoire politique (et militaire) de la guerre et de son contexte entre 1983 et 1987. C'est sans doute le meilleur moyen de saisir rapidement ce que veut le leader du SPLA et en quoi consiste son concept du «Nouveau Soudan». Pour un examen critique de la sociologie de la guerre, il nous faudra attendre le gros travail que prépare Martin Daly aux U.S.A.²¹.

Les mémoires d'Abel Alier²² appartiennent à un autre domaine. L'auteur a été le premier juge soudanais, l'un des négociateurs (gouvernementaux) des accords d'Addis-Abeba en 1972, puis à deux reprises Premier Ministre de la Région Autonome du Sud Soudan et Vice-Président de la République à Khartoum. Long, touffu, quelque peu désordonné, son livre est le résumé d'une vie passée au service de la chose publique, conçu avec une certaine naïveté. Abel Alier a fait confiance aux «Arabes», il a été leur «bon

²⁰ Londres, Kegan Paul International, 1987, 147 p.

²¹ Bien que cela n'ait rien à voir avec le Soudan, signalons au passage le remarquable travail de Christian Geffray: *La cause des armes au Mozambique* (Paris, Karthala, 1990, 253 p., 4 cartes). Son sous-titre «Anthropologie d'une guerre civile» décrit son contenu; il s'agit d'un modèle de méthodologie dans l'étude des conflits à basse intensité militaire du Tiers-Monde.

²² *Southern Sudan: too many Agreements Dishonoured*, Exeter, Ithaca Press, 1990, 305 p., index, ill.

nègre» et il le regrette. Modéré, légaliste, il a servi de cible aux activistes du Sud qui le traitaient de collaborateur. Et le sous-titre désabusé de ses mémoires dit assez éloquemment qu'aujourd'hui il n'est pas loin de penser qu'ils avaient raison.

Ce livre est une très riche source de matériaux bruts sur de nombreux sujets (la première guerre civile, les négociations de paix, la politique de Juba entre 1972 et 1984), par l'un des principaux acteurs de la période. Mais l'information n'est pas toujours maîtrisée et demande à être complétée et mise en perspective.

Finalement, avant d'abandonner le Sud-Soudan, nous pouvons dire quelques mots du volume de Wendy James: *The listening ebony*²³. Il s'agit d'un ouvrage d'ethnologie pure et pourtant il n'est pas purement ethnologique. Tout comme dans son premier livre sur les Uduk²⁴ (une ethnie noire animiste vivant dans l'est du pays aux abords de la frontière éthiopienne) Wendy James fait un travail d'historien en même temps qu'un travail d'ethnologue. Pour elle, les ethnies ont une histoire. Dans *Kwanim pa*, nous avons l'histoire événementielle, politique des tribulations des Uduk au XIX^{ème} siècle face aux chasseurs d'esclaves. Dans *The listening ebony*, nous avons l'histoire religieuse et culturelle qui nous montre à la fois le poids des assauts monothéistes sur la culture animiste, et la manière dont celle-ci se défend en intégrant des éléments des religions étrangères non pas de manière syncrétique, mais pour construire sa propre vue de la vie sociale et du monde. Un tel processus est bien évidemment typiquement soudanais, dans la mesure où cet énorme espace hétérogène exige, particulièrement au Sud, une éternelle composition avec l'Autre.

Mais le Soudan ne se compose pas seulement, contrairement à une dichotomie encore trop facilement admise, d'un «Nord» et d'un «Sud». Car si «Nord» veut dire partie musulmane du Soudan, cette dernière se décompose en au moins trois, sinon quatre grandes subdivisions culturelles. D'une part, un «cœur» peuplé majoritairement d'Arabes» (c'est à dire de gens monolingues de langue maternelle arabe) qui habitent à l'intérieur d'un triangle Khartoum/Kosti/Gedaref (la vallée Nord du Nil de Shendi à Wadi Halfa est un appendice de ce «Cœur», de plus en plus distinct au

²³ *Moral knowledge, religion and power among the Uduk of Sudan*, Oxford, Clarendon Press, 1988, 391 p., bibliogr., index.

²⁴ *Kwanim pa. The making of the Uduk people*, Oxford, Clarendon Press, 1979.

fur et à mesure qu'on dépasse Atbara et qu'on entre en Nubie).

D'autre part l'Est, de Kassala à la Mer Rouge, est une zone distincte, tant par l'histoire que par le peuplement (groupes Beja). Et enfin l'Ouest, comprenant les provinces du Kordofan et du Dar Fur, mosaïque de peuples divers, cœur du continent dont les limites occidentales sont équidistantes de Port Soudan sur la Mer Rouge et de la côte atlantique du Cameroun. Trois ouvrages ethnologiques d'importance diverse sont parus ces dernières années sur l'Ouest soudanais. Le premier d'entre eux, le livre de Gerd Baumann sur un groupe Nuba²⁵, est un travail d'ethnographie assez classique, très minutieux, mais qui présente l'intéressante particularité de s'interroger, à chacune des étapes de la société qu'il étudie, sur le système de «double appartenance culturelle» de la population; les Nouba Miri sont en effet islamisés depuis le dernier tiers du XIX^e siècle; mais ils pratiquent ce qu'on pourrait appeler une «arabisation différentielle»: diglossie entre l'Arabe et le Timiri, culture matérielle mixte, pratique simultanée de l'Islam vu comme la religion «supérieure», «métaphysique», et des cultes traditionnels qui correspondent toujours à ce que Lévy-Bruhl appelait «la physique de l'invisible», etc. Il n'est pas jusqu'à la musique, élément très important de la culture Miri, qui ne soit scindée en deux: les jeunes filles, par exemple, pratiquent les chansons d'amour arabes «daluka» jusqu'au mariage, puis cessent brusquement après celui-ci pour composer des «Tazu mal maja» («chansons des meules» en Timiri) au répertoire beaucoup plus social qu'érotique (pp 94 et suivantes). Le travail de Baumann, bien «qu'apolitique», apporte, grâce à sa méticulosité toute germanique, un élément important au dossier de la crise soudanaise contemporaine; à savoir: les habitants Noirs de l'Ouest sont différents tant des Négro-Africains du Sud que des «Arabes» et ils ne sont réductibles ni à l'un ni à l'autre des groupes.

L'ouvrage de Dennis Tully sur le Dar Masalit²⁶ est moins intéressant. Il traite des habitants de l'extrême ouest du Dar Fur, à la frontière tchadienne et de leur «incorporation dans le marché mondial» (p. 165), une affirmation qui, pour être exacte en elle-même,

²⁵ *National integration and local integrity - The Miri of the Nuba Mountains in the Sudan*, Oxford, Clarendon Press, 1987, 225 p., bibliogr., index, ill.

²⁶ *Culture and context in Sudan - The process of market incorporation in Dar Masalit*, Albany, State University of New York Press, 1988, 306 p., bibliogr., index.

fait néanmoins sourire quand on connaît la région et son extraordinaire marginalité par rapport au monde moderne. L'auteur veut dire par là que quelques agriculteurs prospères ont vendu assez de vaches et d'arachides à l'extérieur pour acheter avec leurs bénéfices des tissus étrangers et des bassins en plastique et que ces objets ont remplacé les tissus locaux et les récipients formés d'une gourde excavée qu'on utilisait auparavant. Le processus est exact; ses conséquences ne sont pas fondamentales pour la vie des habitants, qui est cependant relativement bien décrite.

L'ouvrage d'Alex de Waal sur la famine de 1984-85²⁷ est beaucoup plus stimulant intellectuellement. Il s'agit à la fois d'une étude de cas extrêmement précise et détaillée sur la famine qu'on appelle «Reagan»²⁸ au Dar Fur; et d'une réflexion très profonde sur le phénomène de la famine au milieu sahélien en général. Les conclusions sont assez troublantes; d'après l'auteur, qui travaillait à l'époque pour Save the Children Fund et qui était impliqué dans le programme d'aide, celui-ci était quasiment inutile et n'a pratiquement pas servi, le chiffre des morts ayant été le même ou presque dans les régions bénéficiant de l'aide alimentaire d'urgence et dans celles où elle n'arrivait pas. L'auteur montre par contre l'importance d'autres facteurs dans la survie, tels que l'exposition aux maladies épidémiques, l'accès ou le non-accès au bétail, etc. Et il apporte des preuves assez convaincantes de corrélations chiffrées avec ces facteurs plutôt qu'avec «l'ingestion brute d'une certaine quantité de nourriture de base». Ce livre touffu et passionnant, parfois entaché par un certain goût du paradoxe, navigue sans cesse entre approche générale, thématique, du phénomène famine et une sociologie très précise des événements de 1984-85 au Dar Fur. Il sert ainsi à nous montrer combien ces régions de la périphérie Ouest, loin de Khartoum, appartiennent géographiquement et politiquement au Soudan, mais sans y être intégrées, combien le Soudan est un pays et combien peu il est une nation.

Pour terminer cette revue des travaux concernant le Soudan, nous examinerons un gros ouvrage, de caractère en partie techni-

²⁷ *Famine that kills* - Darfur, Soudan, 1984-85, Oxford Clarendon Press, 1989, 258 p., bibliogr., index, 55 cartes, tableaux et figures.

²⁸ Chaque période de famine a un nom propre tiré d'un de ses traits caractéristiques. Dans ce cas, l'arrivée massive de maïs américain, envoyé par «Reagan».

que, concernant le canal de Jonglei²⁹. Le canal de Jonglei est un captage de l'eau du Nil Blanc au Sud Soudan qui devrait permettre de récupérer 3,8 milliards de m³ d'eau (actuellement évaporée dans les marais du Sud) pour le bénéfice de l'agriculture égyptienne. Ce projet a été interrompu en 1984 par les combats de la guerre civile. Outre les maîtres d'œuvre de ce livre, une équipe de onze personnes y a collaboré. On trouve côte-à-côte un ichtyologue, deux hydrologistes, un botaniste, un vétérinaire, un agronome, un historien, deux anthropologues, un conseiller en élevage bovin et un politologue réunis dans un bel exemple de pluri-disciplinarité. Ce déploiement de forces est nécessaire. En effet, comme beaucoup de projets apparemment « techniques », Jonglei a un vaste impact social et politique. L'Égypte a besoin d'eau, mais la manière dont on a songé à la lui procurer, sans tenir réellement compte d'un socio-éco-système extrêmement complexe a joué un rôle dans l'éclatement de la guerre civile en 1983. Pour ne donner qu'un exemple, le captage des eaux de crue entraînerait un assèchement partiel des marais du Sudd. Or les Dinka, pour ne parler que d'eux, vivent largement des « toich » (étangs résiduels de décrue) dont ils utilisent les rives herbues pour faire pâturer leur bétail. La question du maintien de leur mode de vie traditionnel reste ouverte. Il est intéressant de constater qu'environ 60 % des combattants du S.P.L.A., la guérilla sudiste, sont des Dinka³⁰.

II. L'Éthiopie

Comme pour le Soudan, nous commencerons par l'examen d'un ouvrage en français. Il s'agit du livre de Jean Gallais : *Une géographie politique de l'Éthiopie* Le poids de l'État (Paris, Economica, 1989, bibliogr., ill., 20 figures, 25 tableaux). Ce volume constitue une utile introduction à la géographie de l'Éthiopie, particulièrement dans le domaine des interactions entre la géographie physique et le peuplement. Les univers étagés de la montagne éthiopienne (Kola, Woina-Dega et Dega) sont minutieusement et clairement

²⁹ Paul Howell, Michael Lock, Stephen Cobbs [eds] *The Jonglei Canal impact and opportunity*, Cambridge University Press, 1988, 537 p., bibliogr., index, ill., très nombreux tableaux et graphiques.

³⁰ Signalons, à propos du canal de Jonglei, l'ouvrage historique de R.O. Collins : *The waters of the Nile - Hydropolitics and the Jonglei Canal (1900-1988)*, Oxford University Press, 1990, 464 p., que nous n'avons pu nous procurer.

définis. L'histoire du peuplement et celle des relations agraires sont dessinées à grands traits, mais avec sûreté. Les arbitrages entre les différents facteurs de la paupérisation paysanne (rapports sociaux, arriération technique, poids de l'État, érosion des sols, problèmes de pluviosité) sont correctement effectués. Le trait est par contre moins sûr lorsque nous abordons les problèmes sociaux et politiques contemporains, ce qui est sans doute compréhensible pour un géographe. Il est néanmoins regrettable qu'un nombre d'erreurs factuelles viennent déparer à ce niveau un travail par ailleurs intéressant et nécessaire (p. 43, la densité de population de l'Ouganda n'est pas de 5,3 h/km² mais de 67,7 soit deux fois plus que l'Éthiopie; pp. 138-139, la description faite du processus révolutionnaire est d'un simplisme à la limite de l'inexactitude; quant au «partie pro-chinois P.E.C.», c'est la première fois en quinze ans d'étude de la révolution éthiopienne que l'auteur de ces lignes en entend parler; p. 151, le fait que les musulmans éthiopiens vénèrent Meriem, mère de Jésus, n'est pas dû à un quelconque syncrétisme mais à la III^{ème} sourate du Coran («la famille de 'Imrān»); p. 156, l'assertion selon laquelle il n'existe pas de mouvement armé Oromo est tout simplement fautive, l'OLF étant très actif au Wollega, etc.). Un peu plus de sérieux éditorial aurait permis d'éviter ces fautes irritantes qui perturbent la lecture d'un ouvrage de valeur.

Autre ouvrage d'introduction à l'Éthiopie, *Ethiopia: transition and development in the Horn of Africa*, de Mulatu Wubneh et Yoannis Abate (Londres, Gower 1988, 224 p., bibliogr., index), est publié dans une collection d'ouvrages généraux sur divers pays africains. Il s'agit d'un livre honnête mais laborieux. Son sous-titre est dès le départ une indication du problème. L'Éthiopie n'a pas connu de transition mais une révolution et loin de se développer, elle a stagné. L'attitude respectueuse des auteurs envers ce genre de cliché bien pensant est malheureusement typique des intellectuels éthiopiens qui (malgré de remarquables exceptions comme le géographe Mesfin Wol de Mariam ou l'économiste Eshetu Chole) ne connaissent souvent pas d'autre comportement qu'un désolant conformisme devant le Pouvoir avec comme soupape de sûreté un violent radicalisme issu de la tradition du «shiftannet» (rébellion).

Nos deux auteurs se situent ici sur le premier versant de ce dilemme et s'ils critiquent le pouvoir de Derg, c'est selon les sages critères du conformisme académique. Leur livre est formé de deux moitiés asymétriques; la première qui examine le règne d'Hailé

Sélassié, les causes de la révolution et son déroulement; la seconde qui nous dit ce qu'il faut savoir sur les peuples de l'Éthiopie, l'éducation, l'art, la musique, etc. L'un et l'autre ont souvent l'aspect d'un catalogue où des notions, assez complètes et extensives, sont juxtaposées sans former un tout organique. Et le terrible souci de respectabilité des auteurs les amène sans cesse à privilégier le convenable par rapport au réel; au chapitre musique par exemple, alors que l'Éthiopie peut légitimement s'enorgueillir d'une musique populaire moderne remarquablement vigoureuse et originale (Muluku Ashteke, Mahmoud Ahmed, Aster Aweke), nous n'avons droit qu'à la liste des genres musicaux traditionnels qui sont de moins en moins pratiqués par les Éthiopiens contemporains.

En résumé, un ouvrage exact et ennuyeux.

Tout autre est le livre de Jacques Bureau³¹. Écrit par un profond connaisseur du pays à partir d'une expérience de plus de vingt ans, c'est un livre subjectif en ce qu'il laisse parler la personnalité de son auteur, mais aussi et de manière passionnante l'âme de l'Éthiopie. Rédigé d'une plume alerte, parfois même drôle, il n'a pas réellement de plan systématique. Mais tout s'y trouve, depuis le goût tâtilon des Abyssins pour la bureaucratie jusqu'à un compte-rendu des premiers jours de la révolution dont l'auteur fut le témoin visuel, en passant par une analyse des rapports entre l'Église et l'État, une évaluation de la politique de Thewodros, le dernier empereur tigréen et une réflexion sur le sens des métaphores organiques dans le vocabulaire politique éthiopien (l'auteur est un parfait amharophone). Le tout illustré de vignettes croquées sur le vif, d'anecdotes qui en disent souvent plus qu'un long développement et de citations constantes de poèmes, de chansons, de romans ou d'articles de journaux en Amharinya, donc normalement inaccessibles. Deux regrets cependant concernant ce livre: la muse de Jacques Bureau est musardière et elle est fâchée avec l'exactitude bibliographique. Ses notes sont souvent ... déroutantes! Deuxième problème: la faillite des éditions Ramsay rend difficile l'achat de cet ouvrage qui constitue une introduction érudite et agréable à l'Éthiopie traditionnelle et actuelle.

Dans une veine très différente, le livre de David Korn: *Ethiopia, the United States and the Soviet Union*³² appartient à un genre classique,

³¹ *Éthiopie: un drame impérial et rouge*, Paris, Ramsay, 1987, 315 p., bibliogr., index.

³² Londres, Croom Helm, 1986, 199 p., bibliogr., index.

les mémoires diplomatiques. David Korn a occupé le poste de Chargé d'Affaires américain à Addis-Abeba de juin 1982 à juillet 1985³³. Ce livre a donc été écrit «à chaud» et on le sent. Son auteur semble avoir été un «diplomate de combat», prêt à affronter l'ennemi marxiste en tous temps et en tous lieux. Il faut dire à sa décharge qu'il a assisté à la période la plus violemment anti-occidentale de l'histoire du Derg, qui a vu sa demande d'adhésion au COMECON, la création d'un parti marxiste-léniniste orthodoxe et l'éclosion des faucilles et marteaux sur tous les édifices publics d'Éthiopie. Son rôle diplomatique tenait plus de la course d'obstacles que de la cocktail party. La vivacité de l'auteur à défendre son point de vue est bien servie par une information abondante et maîtrisée qui nous apprend beaucoup de choses sur la complexité des relations internationales dans la région depuis quinze ans. Quelques réserves cependant lorsqu'au chapitre 4 l'auteur quitte l'Éthiopie pour examiner les relations entre celle-ci et les autres états de la Corne. Sa hâte à trop prouver trop vite l'expose à des erreurs (comme de placer les accords d'Addis-Abeba mettant fin à la première guerre civile soudanaise en 1979 alors qu'ils furent signés en 1972) ou à des jugements hasardeux comme lorsqu'il écrit (p. 83) «les Éthiopiens choisirent l'ancien colonel soudanais John Garang pour être leur instrument favori». Pour qui connaît la genèse du S.P.L.A. l'assertion fait sourire. L'exactitude historique et la cohérence idéologique ont souvent des impératifs divergents. Il n'en reste pas moins que nous avons là un volume d'un intérêt certain, ne serait-ce qu'au titre du témoignage d'un acteur de l'époque, qui depuis l'effondrement du communisme en Europe, nous paraît tout à coup bizarrement lointaine.

Le Professeur Edmund J. Keller traite, lui, de la révolution éthiopienne dans un gros ouvrage³⁴ dont plus de la moitié est consacré aux *antécédents* de la révolution. Il s'agit d'un considérable travail d'érudition fondé sur une documentation d'une ampleur impressionnante. Mais on ne peut se défaire de l'impression que, selon les paroles d'une chanson du groupe de rock Evergreen Blues-hoes, «although you know all the notes, you can't sing the tune»

³³ Depuis 1987, les relations diplomatiques entre Washington et Addis-Abeba ont été suspendues au niveau ambassadeurial.

³⁴ *Revolutionary Ethiopia: From Empire to People's Republic*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, 307 p., index.

(bien que vous connaissiez toutes les notes, vous n'arrivez pas à chanter la mélodie). L'auteur maîtrise mal le foisonnement de son information; est-il nécessaire (p. 29) de connaître le chiffre des pertes égyptiennes à la bataille de Gudra en 1877 ou bien (p. 97) d'apprendre «qu'en 1950, l'Éthiopie bénéficia d'un prêt de \$5 millions de la Banque Mondiale afin de moderniser son réseau routier» pour parvenir à comprendre le sens de la révolution éthiopienne? Le problème de ce livre — qui est par ailleurs une vraie mine de faits intéressants — c'est de ne pas trouver son point d'application, son fil directeur. Markakis, Greenfield, Lefort ou Britzke nous ont déjà parlé — fort bien — de la société traditionnelle, de l'agonie politique du régime d'Hailé Sélassié, des événements révolutionnaires ou des rapports entre le Droit et la Société civile en Éthiopie. Le Professeur Keller nous parle de tout cela à la fois sans que nous parvenions à discerner l'angle sous lequel il se place. Un autre problème de cet ouvrage, c'est d'avoir été publié un an après la magistrale étude de Christopher Clapham sur de même sujet³⁵. Déjà auteur d'un excellent travail sur le régime d'Hailé Sélassié³⁶ le Professeur Clapham ne revient pas sur ce qu'il a déjà traité ailleurs. Après trois chapitres consacrés respectivement à une réflexion sur les phénomènes révolutionnaires en général, à l'échec de la modernisation du régime monarchique et aux événements révolutionnaires entre 1974 et 1978, l'auteur entre dans la partie réellement originale de son travail avec les chapitres 4 à 7. Consacrés respectivement à la question du parti, à la structure de l'Etat, au contrôle des villes et à la politique agricole, ils constituent une remarquable sociologie de la révolution, vue dans son extrême complexité. Sûr, modéré, minutieux, équilibré, à la fois analytique et synthétique, le travail du Professeur Clapham, fondé sur des sources tant étrangères qu'en Amharique et éclairé par un sentiment très fin de la réalité éthiopienne, est un modèle de ce que peut et doit faire un historien de la période contemporaine. Pour qui veut comprendre l'Éthiopie actuelle en ne lisant qu'un seul livre, voici celui qu'il faut choisir. Sa conclusion, intéressante pour l'historien des cultures, est à peu près celle d'Edgar Quinet sur la révolution française: au cœur du changement, l'Etat «jacobin» triomphe de ses

³⁵ *Transformation and continuity in revolutionary Ethiopia*, Cambridge University Press, 1988, 284 p., bibliogr., index, 1 carte.

³⁶ C. Clapham, *Haile Selassie's government*, Londres, Longman, 1969.

ennemis — y compris conservateurs — en pratiquant une politique moulée dans la continuité culturelle de la société qu'il bouleverse par ailleurs. Une conclusion à méditer devant l'effondrement du communisme et, en Éthiopie comme en Europe de l'Est, devant la résurgence des anciens problèmes et des anciennes constantes, pourtant irréversiblement gauchis par la frappe du marteau révolutionnaire.

Autre ouvrage sur la révolution, *Red Tears* de Dawit Wolde Giorgis³⁷ appartient à un genre tout à fait différent, celui des souvenirs d'un acteur de premier plan. Ancien officier, révolutionnaire convaincu, Dawit a été successivement Vice-Ministre des Affaires Étrangères, Gouverneur de l'Érythrée, puis Directeur de la Relief and Rehabilitation Commission (R.R.C.) l'organisme éthiopien de lutte contre la famine en 1983-85, avant de demander l'asile politique aux USA en 1986. Un tel livre aurait pu être un plaidoyer pro domo doublé d'un pamphlet anti-Menguistu. Il n'en est rien. C'est une évaluation honnête de l'action d'un homme qui a cru à la révolution pour des raisons idéalistes, partagées par des millions d'Éthiopiens en 1974-75, qui s'est trompé comme eux et qui le reconnaît sans fard. C'est en même temps un document humain franc et émouvant sur l'horreur des années 1983-85 où entre 500.000 et un million de personnes ont péri et où près de 2.000.000 ont fui le pays. Et c'est enfin, avec un calme terrible et une modération plus accusatrice que toutes les violences verbales, un réquisitoire impitoyable contre le volontarisme délirant et le nationalisme borné du leadership éthiopien: les fêtes pour la création du Parti en pleine famine en 1984, la paranoïa face à l'aide internationale, la folle équipée des transferts de population à l'automne 1985, l'utopie meurtrière de la politique de villagisation, tout est là, avec un mélange convaincant de vécu direct et de réflexions de praticien. En un sens, ce livre est un livre de guerre, d'une guerre civile livrée par un gouvernement à son peuple au nom de l'idéologie et de la grandeur de l'Etat. Cependant, quand on voit la soumission de tous au Dictateur qu'ils détestent, craignent et admirent à la fois, on ne peut s'empêcher de repenser à la remarque de ce grand connaisseur de la réalité éthiopienne qu'est David Levine lorsqu'il écrivait: «Dans la culture amhara, les divers aspects de la vie sociale sont ancrés, d'une manière ou d'une autre, dans une relation à une

³⁷ Trenton, Red Sea Press, 1989, 375 p., index.

figure d'autorité et lorsque celle-ci est absente, on voit apparaître des sentiments d'incomplétude et de malaise»³⁸.

Menguistu, l'homme qui étonnait Dawit en septembre 1977 en discutant tranquillement le budget national en pleine invasion somalienne, a fait payer très cher à son peuple la sécurité politico-culturelle que son autorité lui apporte.

L'ouvrage de Mohamed Hassen *The Oromo of Ethiopia: a history (1570-1860)*³⁹ est un parfait exemple de la complexité et des contradictions de l'Éthiopie. «Part Maudite» de l'histoire abyssine, les Oromo que l'on appelait autrefois les «Galla» (sauvages) ont conquis entre le XVI^{ème} et le XVIII^{ème} siècles près de la moitié du territoire de l'Éthiopie. Rejetés hors de la conscience nationale abyssine (c'étaient des «païens» et lorsqu'ils se convertissaient à une religion révélée c'était plus souvent à l'islam qu'au christianisme) leur histoire fut écrite par des clercs coptes (Bahrey, Asma Giyorgis) mais ni lue, ni publiée lorsque l'imprimerie arriva en Éthiopie (*l'histoire des Galla* d'Asma Giyorgis, écrit un peu avant 1900, ne fut publiée qu'en ... 1987!)⁴⁰.

De fait l'auteur, lui même Oromo du Harraghé, ne nous offre ici qu'une histoire partielle des «Galla» puisqu'il traite seulement la région du Gibe, dans l'ouest du pays, soit la patrie d'environ 30% des Oromo. Mais son travail est sûr et solide, basé sur les histoires de ses prédécesseurs et sur les vieilles chroniques portugaises (Pereira, d'Almeida) pour les migrations anciennes, puis sur les récits des voyageurs du XIX^{ème} siècle (d'Abbadie, Charles Beke, le cardinal Massaia, Antonio Cecchi) qui traversèrent la région pour la période de la formation des états vers 1800. Les sources orales ne sont pas utilisées, ce qu'on ne peut reprocher à l'auteur pour un livre écrit dans les conditions politiques de l'Éthiopie contemporaine.

Avant de quitter le domaine éthiopien, il nous faut dire quelques mots de trois ouvrages intéressants concernant l'Érythrée. Le premier est celui d'Irma Taddia, *l'Eritrea Colonia (1890-1952)*⁴¹, gros

³⁸ D. Levine: «Ethiopia, identity, authority and realism» p. 250 in L.W. Pye et S. Verba (eds) *Political culture and political development*, Princeton University Press, 1965.

³⁹ Cambridge University Press, 1990, 253 p., bibliogr., index, glossaire, 8 cartes.

⁴⁰ Bairu Tefla (eds), *Asma Giyorgis and his work - History of the Galla and the kingdom of Sawa*, Texte en facsimilé et traduction, Stuttgart, Franz Steiner Verlag («Äthiopische Forschungen», 18), 1987, 1053 p.

⁴¹ Milan, Tranco Angeli, 1986, 429 p., bibliogr., index, 6 cartes.

ouvrage d'histoire coloniale qui fait une place prépondérante au vécu quotidien, à l'économie, aux rapports sociaux. Dans une historiographie italienne souvent encore tournée vers les domaines diplomatiques et militaires, ce travail, qui est une sociologie plutôt qu'une histoire de la colonisation, ressort agréablement. Pour qui veut comprendre l'archéologie du mouvement nationaliste érythréen contemporain, ce livre est nécessaire. Avec une réserve cependant, et elle est de taille: l'auteur prétend nous conduire jusqu'en 1952, c'est-à-dire l'année où les Britanniques évacuent l'Érythrée en application de la résolution des Nations Unies. Et nous réalisons aujourd'hui de plus en plus à quel point les onze années (1941-52) d'occupation britannique avec l'existence d'un parlement, d'une presse libre de syndicats, etc. ont joué un rôle essentiel dans la formation d'une vision politique érythréenne distincte de celle de l'Éthiopie. Or de fait, le livre s'arrête en 1941 et ne nous apprend guère sur la période anglaise, ce qui limite son apport à la compréhension du proto-nationalisme érythréen.

Dans le même domaine de l'histoire coloniale, nous trouvons aussi l'excellent petit livre de Tekeste Negash *Italian colonialism in Eritrea (1882-1941)*⁴². Thèse de doctorat de l'Université d'Uppsala, ce travail est avant tout une étude non pas sur l'Érythrée mais sur l'impact de la politique coloniale italienne sur l'Érythrée. L'auteur définit de manière très claire ce colonialisme de pauvres que fut le colonialisme italien: une dispendieuse entreprise de prestige et de conquête militaire. Sur le plan financier, la cause est rapidement entendue (voir p. 37 et 42 à 50): l'Érythrée n'a jamais eu le moindre espoir d'équilibrer son budget et n'a cessé de coûter de l'argent à la métropole. Mais le rôle militaire est étonnant; d'abord de 1911 à 1932, les Ascari érythréens conquièrent puis pacifient la Libye pour le compte des Italiens (ils y sont deux fois plus nombreux que les troupes blanches); et ensuite, à partir de 1930, dans une perspective de conquête de l'Éthiopie, la mobilisation atteint 60.000 soit 40,3% de la population active de sexe masculin! En 1935, ce sera en fait une armée italo-érythréenne qui déferlera vers Addis-Abeba. Autre point très intéressant dégagé par l'auteur: alors qu'en 1931 il n'y avait que 4188 Italiens en Érythrée (moins de 1% de la population) 350,000 vont débarquer entre avril 1935 et mai

⁴² Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensia, n° 148, 1987, 217 p., bibliogr., index, 4 cartes.

1936, représentant 35% de la population totale; Asmara devient une ville à majorité blanche et plus de deux mille entreprises industrielles allant de l'usine d'eau minérale à la fabrique de chaussures sont créées, ce qui contribue largement à expliquer la spécificité «nationale» qui se développe alors, d'autant plus que les Italiens vont faire des Érythréens leurs principaux agents dans la subjugation de l'empire du Négus.

Le livre de Jordan Gebre Medhin⁴³ est d'une autre nature: il s'agit d'un livre à thèse. L'auteur est un marxiste pur et dur qui se réfère à «la méthode développée par Lénine et Mao pour étudier les formations de classe dans les zones rurales» (p 195) et qui dénonce «le rabougrissement des études éthiopiennes ... conséquence directe de la vie intellectuelle dans les pays impérialistes ... qui dépend elle-même des limites et des impératifs du développement capitaliste global» (p 193). On pourrait craindre qu'un pareil ouvrage n'ait strictement rien à offrir. Il n'en est heureusement rien. L'auteur n'écrit pas que de la propagande, il fait aussi une histoire à la fois passionnante et décousue de la préhistoire du mouvement indépendantiste érythréen. Une fois que l'on a accepté de traverser son fossé antichar idéologique Jordan Gebre Medhin nous raconte par le menu les évènements érythréens e période particulièrement mal connue de l'histoire érythréenne qui s'étend de l'effondrement de la domination coloniale italienne (1941) à l'annexion par l'Éthiopie (1962). Or ces vingt années sont des années essentielles puisque c'est durant celles-ci que nous passons d'une situation coloniale classique à l'éclatement de la plus longue et de la plus acharnée des guerres qu'ait connu le continent africain. Bien sûr, avec ses réponses préparées avant même de poser les questions, l'auteur ne nous fournit aucun schéma explicatif convaincant (ou plutôt si: d'après lui, c'est la partialité de l'administration militaire anglaise en faveur des ex-colons italiens qui a fait le jeu de l'annexionisme éthiopien, thèse qui n'est pas entièrement fautive et qui est ici exagérée jusqu'à l'invraisemblance). Mais nous avons ici un matériau historique particulièrement riche sur des sujets peu étudiés⁴⁴ tels que la naissance de la *Mahaber Hager Fikre* (Association

⁴³ *Peasants and Nationalism in Eritrea, A critique of Ethiopian Studies*, Trenton, The Red Sea Press, 1989, 220 p., bibliogr., index.

⁴⁴ On n'en trouve guère d'analyse que dans l'ouvrage de John Markakis *National and class conflict in the Horn of Africa* dont nous rendons compte ci-dessous.

pour le pays bien-aimé, le premier parti proto-nationaliste érythréen) ou les liens entre le banditisme «social» traditionnel et le Parti Unioniste. Ce matériau, le plus riche sans doute depuis les livres de certains des acteurs britanniques de l'époque comme S.H. Longrigg et G.K.N. Trevaskis, vaut à lui seul la lecture d'un ouvrage que son introduction et sa conclusion risqueraient de faire passer pour un pamphlet marxiste-léniniste.

III. *La Somalie*

Pays le moins peuplé de la Corne de l'Afrique (si l'on excepte Djibouti, qui est à une autre échelle), la Somalie est aussi le moins bien connu et le moins étudié. Il n'y a, par exemple, pas eu un seul ouvrage concernant la Somalie publié en français depuis la biographie de Mohamed Abdulle Hassan par Nicole Lécuyer-Samantar en 1979⁴⁵. Et la production en langue anglaise elle-même est limitée. Et ce ne sont malheureusement pas les ouvrages récents dont nous allons rendre compte qui viendront combler le manque de vision claire de la Somalie contemporaine. Le premier de ces travaux est le livre d'Ahmed I. Samatar: *Socialist Somalia: rhetoric and reality*⁴⁶. Son titre légèrement polémique semble annoncer une saine démythification de la version somalienne de ce que Markakis appelle sarcastiquement le «socialisme de caserne»⁴⁷. Il n'en est malheureusement rien et nous sommes devant le paradoxe d'un ouvrage qui est à la fois solidement documenté (nous pouvons trouver ici une grande quantité de matériaux *bruts* sur la Somalie contemporaine) et complètement incapable de se structurer lui-même, soit thématiquement, soit idéologiquement. L'auteur erre dans la chronologie puisque nous avons droit à de longs développements sur «l'intrépidité de Sayid Mohamed Abudulle Hassan» (sic) et sur la période coloniale, toutes choses qui n'ont que fort peu à voir avec la «réalité» ou la «rhétorique» du socialisme somalien. Il erre ensuite dans ses choix d'exposition idéologique puisqu'après

⁴⁵ Paris, Éditions ABC, 203 p. Mohamed Abdulle Hassan, le *Mad Mullah* des Britanniques, est le grand héros de la lutte anticoloniale somalienne.

⁴⁶ Londres, Zed Books, 186 p., bibliogr., index.

⁴⁷ «Garrison socialism»; John Markakis a forgé ce terme très parlant pour décrire les régimes milliaires à prétensions socialistes [Nimeiry au Soudan, Siad Barre en Somalie, Menguistou en Éthiopie] qui sont arrivés au pouvoir dans les États de la Corne à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

avoir refermé le livre on n'arrive toujours pas à savoir s'il approuve ou désapprouve *et* le régime du Général Siad Barre *et* ses objectifs «socialistes», s'il pense que les échecs du «socialisme somalien» sont dus au fait de ne pas l'avoir bien appliqué ou à d'autres causes et quel est le bilan réel, politique et économique du régime. Nous avons droit à une étude sur la Somalie sans la moindre mention de la politique d'alliance et de rivalité des clans (Ahmed Samatar a souvent déclaré — et notamment à l'auteur de ces lignes — qu'il «ne croyait pas à l'importance des clans dans la vie politique somalienne», une affirmation qui laisse le spécialiste du pays dans un état d'incrédulité stupéfaite) mais nous ne manquons pas d'affirmations gratuites qui relèvent d'un gauchisme quasiment infantile (p. 86 le fait que la police somalienne soit formée par les Allemands conduit à «une infiltration des idées, de la méthodologie (sic) et des valeurs capitalistes» dans une société qui nous est décrite page 89 comme «se réclamant du socialisme scientifique»). Cela amène à de monstrueux contresens sur la nature de l'opposition: «En dépit des crises et des échecs, il n'y a aucune trace de dissidence active à l'intérieur de la Somalie ... l'opposition à l'ordre continue de provenir de groupes basés à l'extérieur» (p. 154). Quant on sait que le Président Siad Barre est surnommé en Somalie «le roi du Bénadir» parce qu'il ne contrôle plus guère que la région de ce nom, c'est à dire environ 20% du territoire national et que la guérilla a déjà attaqué à plusieurs reprises l'aérodrome de Mogadiscio, on ne peut s'empêcher d'être quelque peu surpris. Nous interrompons ici une critique que l'on pourrait soupçonner d'être partielle si l'ouvrage n'avait déjà été mis en pièces ailleurs, par un auteur somali digne de foi⁴⁸. Il valait cependant la peine de l'inclure dans cette recension, étant donnée l'extrême rareté des matériaux sur la Somalie et la possibilité d'en trouver ici, à condition de les traiter avec une extrême circonspection.

L'ouvrage d'Abdi Ismail Samatar *The State and Rural Transformation in Northern Somalia (1884-1986)*⁴⁹ est lui aussi écrit d'un point

⁴⁸ Voir Mahamuud Siyaad Togane «High on Marxist Humbug», *Horn of Africa* vol. XII N° 1/2 Janvier 1990. Ce numéro spécial sur la Somalie est au demeurant passionnant et contient de nombreux articles sur l'histoire contemporaine (Ali Galaydh, sur le régime Siad Barre, Daniel Compagnon, sur les mouvements d'opposition, Arayeh Neir sur les droits de l'homme, Said Samatar sur le SNM aux Etats-Unis, etc.)

⁴⁹ Madison University of Wisconsin Press 1989, p. 204, bibliogr., index, 8 cartes, nombreux tableaux et figures.

de vue marxiste mais si l'on ne peut souscrire à certaines de ses conclusions, il apporte néanmoins des éléments d'analyse particulièrement intéressants. Sa thèse centrale peut en gros être résumée de la manière suivante: en dépit de l'égalitarisme souvent décrit du monde somali, la colonisation (britannique dans ce cas: l'auteur parle du British Somaliland et pas de la Somalia italiana, un élément qui affaiblit ensuite sa démonstration lorsqu'il doit l'étendre à l'ensemble du pays après 1960) a contribué à une différenciation limitée, mais nette entre classes sociales; une classe de petits bourgeois marchands a créé un marché pour l'important cheptel somali et, en s'appropriant une plus value commerciale par l'exploitation des pasteurs, s'est posée comme base sociale du futur Etat Somalien; par la suite, lorsque l'échec du rêve pan-somalien amena des conflits au sein de l'État petit-bourgeois, les divers politiciens jouèrent la carte clanique pour «organiser des mouvements de résistance à base tribale» (sic)⁵⁰ (p. 151). Cette thèse n'est pas fausse, elle nous paraît surtout incomplète. D'abord, si cette classe de marchands existe bien en effet (au Nord surtout), elle est petite et il est impossible de dire qu'à elle seule elle représente l'Etat somalien. Les rôles des leaders claniques traditionnels et des couches d'employés issus de la fonction publique coloniale (l'armée notamment) sont trop importants pour être négligés. Ensuite, il est inexact de voir l'État comme ayant été «la fibre transclanique principale de la Somalie». En effet, l'État n'est pas une abstraction; il est l'État de quelqu'un; et dès sa prise du pouvoir, le Général Siad Barre a commencé à placer ses alliés Marehan et Ogadeen aux points-clés de l'armée et de l'administration, tout en passant des alliances à base clanique avec des ensembles bien précis de Hawiyé, de Majertine, etc. qui acceptaient de le soutenir en échange de certains avantages. Qu'un découpage de classe (et pas seulement de «petite bourgeoisie marchande») soit venu structurer horizontalement les solidarités verticales par ensembles claniques n'est pas contradictoire avec notre analyse. Mais que ce découpage de classe ait été d'une importance telle qu'il surdétermine tous les autres facteurs, apparaît plutôt comme un postulat idéologique que comme

⁵⁰ Notre objection à l'emploi de l'adjectif «tribal» vient du fait qu'il est totalement impropre au cas somali; une ethnie («tribe» en Anglais) est un groupe social distinct, possédant ou ayant possédé dans le passé une langue propre, des cultes religieux spécifiques et une organisation politique indépendante. Les clans qui segmentent le monde somali ne répondent à aucun de ces critères.

une réalité expérimentale. De plus, une telle analyse fait des clans (à propos desquels l'auteur, comme beaucoup de ses compatriotes éduqués, ressent visiblement une certaine gêne) de simples entités passives manipulées par la «petite bourgeoisie», position qu'il est assez difficile de défendre après un minimum d'expérience du terrain politique somali. Cela dit, même si nous sommes en désaccord avec le fond, il n'en reste pas moins que la thèse de l'auteur est solidement documentée, clairement et raisonnablement exposée et qu'en quelque sorte «en prime» nous avons droit à de nombreux aperçus sur des questions d'une actualité brûlante pour la Somalie (les structures de l'administration locale, les problèmes du développement agricole dans le Nord, les questions de corruption et de détournement de l'aide, etc.).

Le dernier ouvrage concernant la Somalie que nous examinerons dans cette recension est d'une nature assez particulière. Il est en effet anonyme, ou plutôt collectif⁵¹ et ne concerne qu'un aspect très précis de la réalité somalienne, celui du violent conflit civil qui fait rage dans le Nord depuis le printemps 1988 et qui a déjà fait 50.000 morts au minimum. Edité par un groupe américain de surveillance des droits de l'homme, ce rapport pourrait n'être qu'un consternant catalogue d'atrocités; mais si celles-ci sont malheureusement bien présentes (et cela nous aide à *visualiser* l'un de ces conflits du Tiers-Monde, trop souvent abstrait au delà du sensationnalisme des images télévisuelles) elles sont accompagnées de tout un appareil documentaire sur la situation politique et sociale du Nord somalien dans les années 1981-88 qui permet de se faire une idée de la réalité du terrain sur lequel allait s'exercer la répression militaire. Les présentations de cas et les citations sont intéressantes et bien choisies pour illustrer les structures répressives. Il conviendrait évidemment (ce qui ne saurait être fait dans le cadre d'un tel travail) de mettre cette terrible richesse documentaire en regard d'éléments concernant l'ensemble de la réalité nationale somalienne depuis 1978 pour saisir la genèse du mécanisme répressif.

IV. Djibouti

Cette petite république est mal connue: en effet, les auteurs anglo-saxons — colonisation française oblige — ne s'y intéressent

⁵¹ *Somalia: a government at war with its own people. Testimonies about the killings and the conflict in the North*, Washington Africa Watch Publications, 1990, 268 p.

guère; et les auteurs français qui en parlent ont une fâcheuse tendance à tomber soit dans le pittoresque style «palmier en zinc», soit dans l'hagiographie de bon ton. *Djibouti* d'André Laudouze⁵² appartient à cette seconde catégorie. Il s'agit d'un ouvrage de la collection «Méridiens» qui se propose de présenter au lecteur l'essentiel de ce qu'il doit savoir sur un pays, et l'auteur remplit correctement son mandat au niveau descriptif. Un peu d'histoire (très peu), pas mal de politique contemporaine, un peu de couleur locale et de l'économie, juste ce qu'il faut. Cela dit, il faut bien reconnaître que rien de ce qui pourrait déranger n'est jamais dit, ou même que l'on affabule quelque peu si la fable est douce. Ainsi, (p. 74) le Président Hassan Gouled est donné comme étant né à «Djibouti» alors qu'il est né à 100 kilomètres de là, à Garissa, en territoire de République de Somalie; on ne parle pas de démographie (sujet tabou étant donné le délicat équilibre entre groupes claniques et ethniques); on ne parle pas des effets de la guerre civile somalienne sur la politique locale; on ne parle pas des réfugiés; on ne parle pas de la corruption (tout juste si à l'occasion de la nomination de Mohamed Djama Eloube aux Finances on mentionne (p. 100) «la nécessité de lutter énergiquement contre le marasme»; Eloube, peut-être trop «énergique» à ce poste, a été renvoyé en novembre 1990); on ne parle pas des 50% du P.I.B. qui sont financés par la France et les opposants sont systématiquement présentés comme des tribalistes douteux, avides de se garnir les poches, ce qui n'est peut-être pas toujours faux, mais qui est un peu court comme analyse. Mais comme l'auteur nous confie (p. 145) que le Président Gouled lui «prête amicalement sa voiture», on comprend qu'il ne veuille pas froisser une personne aussi aimable.

V. Ensemble de la Corne

Nous terminerons cette recension en examinant trois ouvrages qui concernent la Corne de l'Afrique dans son ensemble et qui, tous trois de grande valeur, la traitent sous des aspects complètement différents. Le livre de John Markakis intitulé *National and Class conflict in the Horn of Africa*⁵³ est essentiellement une étude très complète et très fouillée des divers mouvements de contestation armée de l'Etat

⁵² Paris, Karthala, 1989, 246 p.

⁵³ Cambridge University Press, 1987, 314 p., bibliogr., index.

qui se sont installés depuis trente ans dans les pays de la Corne et qui représentent aujourd'hui des contre-pouvoirs tels que leur présence constitue un élément incontournable des diverses situations nationales. Le Professeur Markakis est un spécialiste de l'Éthiopie, à qui on doit le meilleur livre jamais écrit sur les rapports — essentiels — entre pouvoir politique et problème foncier dans l'Éthiopie traditionnelle⁵⁴. Comme nous pouvions donc nous y attendre, c'est essentiellement sur les mouvements d'opposition éthiopiens que son travail est le plus passionnant. A travers non seulement une maîtrise parfaite de tout ce qui a été publié sur le sujet mais aussi grâce à de nombreuses interviews avec des participants historiques ou moins connus, il reconstruit d'abord pariemment les origines du mouvement indépendantiste érythréen; s'il ne nous fournit pas autant de détails que Jordan Gebre Medhin (cf. ci-dessus), il a pour lui une vue beaucoup plus synthétique et surtout agréablement dénuée de parti pris idéologique, même si l'on sent bien que sa sympathie va aux opposants à la mainmise d'Addis-Abeba sur l'ancienne colonie italienne. Ses descriptions des prodromes de la révolution éthiopienne (chapitre 4) ou des origines de la guerre civile soudanaise (chapitre 6) sont moins intéressantes surtout parce que déjà relativement connues. Par contre, les chapitres 5 et 7 où il examine respectivement la sociologie historique des mouvements érythréens et celle des mouvements somalis dans l'Ogaden et au Bale sont de véritables modèles de ce que doit être l'anthropologie politique des conflits contemporains: historiquement fondée, claire, précise, attentive aux itinéraires individuels des acteurs significatifs, respectueuse de la chronologie, renvoyant de manière pertinente aux structures sociales et culturelles au sein desquelles le conflit se déroule. Le chapitre 8, consacré à des développements théoriques sur le concept de «socialisme de caserne» est surtout intéressant à titre historique dans la mesure où ce «modèle» est aujourd'hui vidé de toute l'énergie qui lui avait permis de s'imposer à l'époque. S'il y avait une critique — relative — à faire à ce travail remarquable, ce serait sa précision même; touffu, foisonnant, il n'est pas d'un abord aisé et si les chapitres soudanais sont de bons textes d'introduction, ceux sur l'Erythrée se situent à un

⁵⁴ *Ethiopia: Anatomy of a traditional policy*, Oxford University Press, 1974, 409 p., bibliogr., index.

tout autre niveau de spécialisation qui les rend un peu difficiles à suivre.

L'ouvrage réalisé sous la direction de Douglas Johnson et David Anderson: *The Ecology of Survival: Case Studies from Northeast African History*⁵⁵ est assez différent. Par son champ géographique d'abord: les douze auteurs qui nous présentent autant de chapitres sur les relations entre variations climatiques, écologie locale, histoire et sociétés ont choisi des études de cas appartenant à l'Éthiopie, au Soudan, au Kenya et à l'Ouganda, mais pas à la Somalie. C'est la raison pour laquelle nous avons ici «Afrique du Nord-Est» et pas «Corne de l'Afrique». Ensuite la variété des points de vue des auteurs nous oblige à une certaine gymnastique intellectuelle, même si le thème de la survie fournit une unité certaine à l'ensemble. Dans tous les cas, il s'agit d'une approche nouvelle et passionnante de l'histoire moderne de la région. En effet, depuis les famines du début des années quatre-vingt (famines qui semblent sur le point de se reproduire à l'orée de la décennie suivante) on a assisté à une floraison de livres à perspective journalistique prescrivant des «remèdes» face à une «catastrophe» très mal définie; ces ouvrages appartenaient à deux grandes familles, l'une que l'on pourrait dire «de droite» («La stupidité des gouvernements africains se conjugue avec la sécheresse, voire l'endésertement, pour amener au pire») et l'autre «de gauche» («La négligence des processus de développement s'ajoutant aux effets de la colonisation ont ruiné la paysannerie africaine»). Il semble bien que ces deux groupes d'interprétations soient aussi erronés l'un que l'autre. Dans une remarquable introduction, David Anderson et Douglas Johnson rappellent quels sont les paramètres du rapport de l'homme avec son environnement dans la région: la pluviométrie, bien sûr, mais aussi les réseaux sociaux (et notamment matrimoniaux qui constituent de véritables «polices d'assurance» en temps de disette), la politique évidemment mais aussi la capacité de passer d'un mode de production alimentaire à un autre en réponse aux contraintes de l'environnement, les politiques d'aide mais encore plus les choix migratoires qui permettent de «suivre la nourriture». Ni la vue d'une Afrique harmonieuse et équilibrée que serait venue troubler la méchante colonisation, ni celle d'une paysannerie rétrograde que les Européens n'auraient pas réussi à amener à une plus grande efficacité techni-

⁵⁵ Londres, Lester Crook, 1988, 339 p., bibliogr., index.

que n'ont beaucoup de chance de passer pour autre chose que pour des vignettes idéologiques une fois que l'on pénètre dans le labyrinthe des interrelations sociales, ethniques, climatiques, économiques et politiques qui nous sont concrètement montrées ici. On tirera de ce livre non seulement une capacité accrue à considérer d'un oeil réaliste les crises politico-écologiques de la région à l'heure actuelle, mais en outre une foule de notations historiques sur des situations concrètes que nous n'avons pas l'espace d'analyser ici.

Le dernier ouvrage général sur la Corne de l'Afrique que nous examinerons ici appartient au domaine des relations internationales. Il s'agit du livre récent de Robert G. Patman sur la présence soviétique dans la région⁵⁶. Cette grosse étude très solidement documentée retrace les étapes de l'engagement géopolitique russe puis soviétique, en mettant un accent particulier sur la période postérieure à 1969. L'acception géographique de «Corne» est ici étroite puisqu'elle ne s'étend pas au Soudan. L'implication de Moscou en Somalie est par contre étudiée en détail, ainsi que le conflit de 1977-78 et le renversement des alliances qu'il entraîna, l'URSS passant du côté éthiopien. Le ton du livre est essentiellement diplomatique et militaire, laissant très peu de place au culturel, pourtant un aspect essentiel quand on connaît la profondeur et l'irrationalité des liens qui unissent l'Abyssinie et la Russie, à travers leur commun passé influencé par Byzance. Ce facteur, qui a joué son rôle lorsqu'en pleine guerre Moscou a dû choisir son camp entre deux états protégés, n'est pas pris en considération. De même, on sent bien que le codicille ajouté en fin d'ouvrage pour assurer une ouverture sur la *perestroïka* est quelque peu improvisé et figure surtout ici pour donner corps au deuxième terme du sous-titre. Mais ces quelques réserves n'empêchent pas ce travail de représenter une véritable somme sur le sujet. Somme qui laisse d'ailleurs rêveur et qui rappelle le sous-titre de l'excellent ouvrage de Czelslaw Jesman consacré à la première période de l'intérêt russe pour l'Ethiopie au XIX^e siècle: *an essay in futility*. Au lendemain de tant d'efforts dépensés en vain (plus que partout ailleurs, la politique soviétique dans la Corne s'est soldée par un échec total) on se demande ce qui restera d'une telle aventure et la tentation est forte de répondre «rien».

⁵⁶ *The Soviet Union in the Horn of Africa. The diplomacy of intervention and disengagement*, Cambridge University Press, 1990, 407 p., bibliogr., index.